

La Roumanie se réveille ?

La rue réclame le fonctionnement correct des institutions.

Enfin le peuple roumain réagit à nouveau contre l'arbitraire et le mépris des valeurs fondamentales du monde civilisé. Il y a 27 ans, en décembre 1989, la soit-disant révolution aboutissait à la chute du communisme, mais le pouvoir restait malheureusement dans les mêmes mains, celles de la Securitate et de la nomenclature. C'est pour cela que quelques mois plus tard a éclaté sur la Place de l'Université à Bucarest l'incroyable mouvement de ceux qui voulaient un vrai changement et exigeaient le départ des communistes du pouvoir. Après plusieurs mois, il a été noyé dans le sang par le pouvoir en place, celui de Ion Iliescu, un fidèle du KGB. Il y a eu un sursaut lors des élections législatives et présidentielles de novembre 1996, habilement noyauté par les experts de la manipulation, art dans laquelle les communistes excellent et liquidé, quatre ans plus tard, lors des élections suivantes gagnées par le même Iliescu et son parti ex-communiste.

Le pays s'enfoncé ensuite dans une crise profonde, les détenteurs du pouvoir savent bien faire et ils arrivent à tout noyauter ; ils se partagent les rôles aussi bien celui du pouvoir que de l'opposition. Depuis décembre '89, depuis plus d'un quart de siècle, le pays a été pillé comme jamais dans son histoire. Mais vers la fin de cette période, sous la pression de l'occident, la Roumanie étant désormais membre de l'UE et de l'OTAN, la justice commence à fonctionner un peu mieux et la lutte contre la corruption remporte quelques succès. Le sursaut de novembre '96 se répète 18 ans plus tard, en novembre 2014, mais le nouveau Président ne prend pas le taureau par les cornes et le désenchantement est à la mesure des espoirs perdus.

Les électeurs ne se présentent plus aux urnes (environ 38% du corps électoral vote) lors des élections parlementaires du 11 décembre dernier et elles sont remportées par le parti appelé social-démocrate, héritier du parti communiste d'avant '89, le plus corrompu du Pays. Son premier souci est de prendre les mesures pour échapper aux menaces de poursuites judiciaires et se lance, à corps perdu, dans la modification de la législation pour échapper aux poursuites ; son premier acte est la promulgation par des ordonnances d'urgence d'une loi d'amnistie et d'une autre pour la modification du code pénal et de celui de la procédure pénale.

Heureusement le Pays réagit ; dimanche dernier autour de 50.000 manifestants sont dans la rue ; ce dimanche leur nombre a doublé. Le Président Iohannis réagit lui aussi et dénonce avec fermeté et sans ménagements les tentatives du gouvernement de Bucarest, Grindeanu/Dragnea, pour blanchir et sauver les corrompus. Espérons que la justice et la lutte contre la corruption sortiront renforcées. C'est la voie, la seule, sur laquelle la Roumanie doit avancer pour renforcer l'état de droit et la démocratie.

Alexandre Herlea